



Extrait du Madagascar-Tribune.com

<http://www.madagascar-tribune.com/Un-ultimatum-contre-les,17412.html>

Andry Rajoelina et les grèves et autres revendications

# Un ultimatum contre les responsables gouvernementaux

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 3 mai 2012

---

Madagascar-Tribune.com

---

En marge de la cérémonie de remise des camions à la Commune urbaine d'Antananarivo ce mercredi 2 mai, le président de la transition, Andry Rajoelina, a profité de la presse toujours sollicitée en de pareils déplacements présidentiels, pour réaffirmer ses positions par rapport à l'actualité. Ainsi, Andry Rajoelina a clairement fait comprendre que l'État prendra des mesures si la grève des enseignants du SEMPAMA n'est pas résolu jusqu'à la fin de la semaine courante. Il n'a pas voulu préciser quelle sorte de mesure il envisage, mais on ne peut pas écarter l'idée d'un limogeage des responsables gouvernementaux ou de l'interpellation des dirigeants du mouvement.

Le mouvement de grève des instituteurs et professeurs de collège et de lycée s'est en effet intensifié. Le SEMPAMA s'est indigné des considérations dont le ministère des Finances a fait montre en traitant leurs revendications, car selon le président du SEMPAMA, seuls 4% de leurs revendications ont été solutionnées ; c'est un traitement minable de notre cas, regrette-t-il et d'insister sur la grève. En tout cas, les élèves des collèges et lycée technique et professionnel, ont rejoint et étoffé la grève du SEMPAMA ce mercredi 2 mai.

Ce sont les élèves du Lycée technique et professionnel d'Alarobia qui ont commencé à descendre dans la rue, gênant la circulation depuis Alarobia, en passant par Ankorondrano, Antanimena, puis Soarano jusqu'à Ampefiloha. Ils ont même été au lycée technique et commercial au Complexe scolaire d'Ampefiloha puis devant le Lycée Ampefiloha pour tenir meeting devant le ministère de l'Éducation nationale. Les forces de l'ordre n'ont pas levé le petit doigt sachant le risque d'embrasement soudain quand on touche à de tels manifestants qui se sont présentés comme des victimes de la grève des enseignants et de la non prise de responsabilité des responsabilités des gouvernants ; sachant aussi que parmi des élèves qui ont marché dans les rues de la capitale, il y avait certainement des enfants des éléments des forces de l'ordre.

Le président de la transition a d'ailleurs fait constater l'amour et la déception des parents pour leurs enfants qui risquent d'être privés de leur premier examen officiel pour les uns et de courir le risque d'une année blanche pour les autres. On ne sait si le président en veut exclusivement au ministre de l'Éducation nationale ou s'il estime aussi que le ministre des Finances est responsable de la grève qui perdure. Il faut rappeler que le ministre de l'Éducation nationale a déjà pris en considération les revendications du SEMPAMA et les a étudiées pour ensuite les chiffrer. Il a suggéré quatre scénarii qui ont tous été rejetés par le grand argentier. Une autre proposition a été faite et apparemment elle a encore subi des réductions qui ont alors provoqué la colère des membres du SEMPAMA.

Le président de la transition a mis les partisans de la mouvance Ravalomanana devant leur responsabilité. Nul n'a obligé la mouvance Ravalomanana à adhérer au processus de la feuille de route et à intégrer les institutions de la transition de consensus d'union nationale, a-t-il réitéré, signifiant par là que la mouvance Ravalomanana est libre de quitter le processus ou d'y rester et collaborer. Rappelons que les parlementaires et ministres issus de la mouvance Ravalomanana ont décidé après les événements d'Ambohitovo de samedi 28 avril dernier (quand leur marche vers la Place de la démocratie avait essuyé des jets de grenades à gaz lacrymogène), de boycotter les réunions du Parlement, voire les réunions en conseil de gouvernement et en conseil des ministres.

Le président de la transition ne s'est pas empêché de réagir par rapport à l'arrivée subite de deux individus - annoncés comme étant membres du Bureau de liaison de la SADC dans la capitale -, et qui auraient dénigré l'initiative des forces de l'ordre de disperser les manifestants à coups de grenades lacrymogènes. C'est de la pure ingérence dans les affaires intérieures du pays qui est souverain, a-t-il déclaré.

***Recueilli par Bill***